

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

PAR

Michèle SELLIER

Maître-Assistante à l'Université d'Amiens.

BÉNOIT (Francis-Paul), *La démocratie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, 391 p.

Pour Francis-Paul BÉNOIT professeur de Droit public à l'université de Paris II, il s'agit d'abord de combler une lacune ; alors que l'économie libérale a fait l'objet, depuis quelques années, d'une série d'ouvrages, on ne dispose actuellement d'aucune étude globale de l'idéologie libérale. Seules des études parcellaires existent. Et Francis-Paul Bénéoit est choqué de constater que l'idéologie libérale qui est à la base de notre système politique est la plus mal connue des idéologies. C'est une des raisons pour lesquelles il entreprend avec succès une synthèse, structurée et complète, du libéralisme.

Il s'agit également pour l'auteur de redresser l'image tronquée et faussée qui a été donnée du libéralisme par ses adversaires et même par ses défenseurs qui en auraient, à tort, plus souligné les insuffisances que les mérites.

Ce livre est, en même temps, un ouvrage engagé, de combat contre, d'après l'auteur, « le collectivisme qui se pare des vertus du libéralisme » ; Francis-Paul Bénéoit s'attaque à la confusion entretenue dans les esprits par les adversaires du libéralisme et même par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing qui, dans *Démocratie Française*, semblerait admettre implicitement la convergence entre le libéralisme et le collectivisme.

Et l'auteur insiste sur la difficulté qu'il doit surmonter : l'étude des penseurs libéraux est insuffisante pour comprendre l'idéologie libérale et il lui faut rendre compte d'une idéologie vécue, à partir d'une analyse du concret. C'est un des intérêts de ce livre d'avoir récusé l'analyse de certains doctrinaires libéraux et d'avoir du libéralisme une explication dynamique et originale.

Mais l'ouvrage s'intitule « la démocratie libérale », et le mot libéralisme est utilisé pendant tout le livre comme l'élément idéologique spécifique de la démocratie libérale. Déjà Tocqueville avait longuement souligné, au siècle dernier, le caractère antinomique de la démocratie et de la liberté : « Comment concilier la liberté avec le nivellement égalitaire ? Comment sauver la liberté ? » écrivait-il. Et Francis-Paul Benoît s'en explique à la fin de son livre : il estime que la force des institutions démocratiques comporte pour la société libérale le risque de « périr de l'égalité » ; mais il considère que « la démocratie libérale est un état d'équilibre entre le libéralisme et la démocratie, permettant la coexistence harmonieuse, mais fragile, de la liberté libérale et de l'égalité démocratique ».

Dans l'étude que Francis-Paul Benoît mène donc de la démocratie libérale, il étudie successivement six aspects du libéralisme :

1. La révolution de 1789 qui marque la naissance de la démocratie libérale ; l'apport libéral de la révolution est présenté comme fondamental et en opposition totale avec les idées des jacobins sur la propriété, la liberté, l'égalité ou la souveraineté, idées qui auraient retardé, pendant des années, la mise en œuvre utile de la démocratie libérale.

2. Le rappel de l'œuvre des penseurs libéraux : Adam Smith, Jean-Baptiste Say, Sismondi, Benjamin Constant, Tocqueville, Stuart Mill, Alfred Marshall, etc. ; et F.-P. Benoît insiste particulièrement sur l'œuvre de Sismondi qui lui paraît le plus profond et le plus authentique économiste libéral : Sismondi se place dans une perspective morale de recherche du bonheur pour tous, mais il déclare également que le travail ne peut trouver de stimulant que dans les inégalités des situations économiques.

Face à l'œuvre des doctrinaires libéraux, F.-P. Benoît estime que la pensée libérale a souvent été mal comprise, déformée ou tout à fait caricaturée ; en particulier, il explique que la formule « laissez faire, laissez passer » de Vincent de Gournay, signifiait la suppression des barrières douanières et la suppression des privilèges des corporations. Le mot de Guizot « enrichissez-vous » était un propos de conservateur figé et non de libéral ; Guizot, à tort, a considéré que la révolution politique était faite depuis 1789, et qu'il fallait se placer uniquement sur le terrain économique. Malthus et Ricardo auraient été de faux économistes libéraux, dans la mesure où ils avaient oublié le facteur humain et ils auraient porté un préjudice grave à la pensée libérale.

Au ^{xx}e siècle, F.-P. Benoît considère que le libéralisme s'est inscrit dans les faits et qu'il n'y a plus de pensée libérale formulée. Il n'y aurait pas de néolibéralisme mais un retour aux sources profondes du libéralisme qui préconise l'intervention de l'Etat pour assurer le maintien d'une véritable économie libérale.

3. Les rapports du politique et de l'économique et l'interaction du libéralisme politique et du libéralisme économique ; F.-P. Benoît insiste ici également sur le rôle normatif, indispensable, au niveau structurel, de l'Etat libéral. Et tout en soulignant l'unité du libéralisme, et le caractère indissociable du libéralisme politique et du libéralisme économique autour du concept de liberté de la personne, F.-P. Benoît met néanmoins l'accent sur le prééminence du politique sur l'économique.

4. L'évolution de la société libérale dans les faits : ses fruits et les obstacles qu'elle rencontre. L'amélioration du sort des ouvriers serait à mettre à l'actif de la société libérale ; et l'auteur s'emploie à redresser l'image caricaturale qui aurait été donnée du fameux rapport du docteur Villermé ; l'accent aurait été mis uniquement sur la dénonciation de la misère de certains ouvriers, misère qui serait un héritage du passé, alors que des passages du rapport relatifs à la situation d'ensemble des ouvriers ne seraient jamais cités.

. Parmi les handicaps du libéralisme, l'auteur note la politisation des syndicats ouvriers, et se pose, en conséquence, la question de savoir si l'action syndicale peut ou non être réellement favorable aux salariés.

Après avoir réfuté la théorie de la technostructure, l'auteur retrace la marche de la démocratie libérale dont la nouvelle étape devrait être celle de la démocratie humaniste.

5. L'analyse philosophique de la démocratie libérale : la primauté est à l'être humain tel qu'il est ; le libéralisme recherche le plein épanouissement de tous dans le respect de la réalité de chacun en faisant confiance à l'individu. Et l'auteur insiste particulièrement sur le concept d'interdépendance libérale qu'il oppose à la dépendance collectiviste ; l'interdépendance libérale signifie, dans la pensée de F.-P. Benoît « la dépendance mutuelle, spontanée, des hommes, permettant la satisfaction des besoins économiques », l'ordre social serait spontané mais en même temps voulu et organisé. L'interdépendance implique l'existence du marché concurrentiel, de la libre entreprise et du profit. Et la liberté, en tant que respect de l'individu, ne se conçoit que dans le cadre de cette interdépendance.

A la thèse classique des libertés contre l'Etat, F.-P. Benoît oppose l'idée de l' « Etat de l'interdépendance et de la participation de tous » ; cet Etat de la liberté de tous est créateur et garant des libertés ; en conséquence il doit recueillir un consensus général et ne pas être accaparé par « la majorité qui n'est qu'un moyen nécessaire au fonctionnement de l'Etat ».

6. La dynamique de la démocratie libérale ; dans cette dernière partie qui est une des plus intéressantes de l'ouvrage, l'auteur déduit de ses développements précédents que la réalité profonde de la démocratie libérale est d'être une procédure d'adaptation constante de la société ; dans ce mouvement incessant de transformation, les tensions sociales jouent le rôle de moteur et l'Etat est garant des choix voulus par les hommes.

C'est alors que F.-P. Benoît s'interroge sur les aspirations des hommes qui détermineront, en dernière analyse, le maintien ou la disparition de la société libérale. Les deux aspirations essentielles des hommes lui paraissent être, à notre époque, l'égalité et la sécurité.

Et l'auteur tente de distinguer « les justes inégalités, condition absolue du maintien de la société libérale », des « inégalités inadmissibles dans la mesure où elles portent atteinte à l'égalité de considération morale ». Il estime qu'il y a une « conciliation possible entre les inégalités naturelles et l'égalité voulue », permettant ainsi la promotion sociale ; il part en guerre contre l'égalitarisme qu'il traite de « génocide partiel » et de « mode de destruction sociale ».

Ensuite F.-P. Benoît oppose la sécurité au sécurisme ; la sécurité dans la société libérale serait une forme de liberté, obtenue par la mise en jeu de la responsabilité de chacun tandis que le sécurisme, n'impliquant plus des notions d'effort et de risque, aboutirait à la destruction de fait de la réelle sécurité qui est la satisfaction des besoins.

F.-P. Benoît insiste en conclusion sur l'importance du rêve social. La société libérale ne saurait durer sans rêve, écrit-il. Et l'auteur se propose de réintroduire le rêve libéral, défini comme « la marche volontaire et constante vers le bonheur de tous » dans une société qui paraît l'avoir oublié.

S'il a ainsi le mérite de relancer le débat idéologique, F.-P. Benoît le fait malheureusement presque toujours sous une forme polémique. On peut noter qu'en bien des points, l'auteur procède plus par affirmation que par démonstration : ainsi sur des questions éminemment délicates, et controversées, l'auteur n'hésite pas à écrire, page 175, que « les lois économiques naturelles tendent à régulariser automatiquement le cours de cette économie au mieux des intérêts de tous, producteurs et consommateurs », et page 310, que « le profit assure automatiquement la cohérence entre le système de participation et le but poursuivi, la meilleure satisfaction des besoins ».

On s'étonne également que l'auteur, dénonçant les concentrations industrielles, les qualifie de « phénomène marginal » en page 144, alors qu'à la page 302, il redonne au problème des trusts et des concentrations toute son importance et écrit que c'est « sur ce terrain que se joue l'avenir du système libéral de satisfaction des besoins ».

Dans son apologie du système libéral et dans sa critique du collectivisme, l'auteur est conduit à écrire que « Marx s'est toujours borné à exploiter les idées des autres », et que « les économies collectivistes ne subsistent que grâce aux résultats des économies libérales ». De telles affirmations transforment l'exposé synthétique et complet de F.-P. Benoît en un instrument de lutte politique.

Quoiqu'il en soit, cet ouvrage apporte des éléments nouveaux à la grande querelle idéologique de notre époque.

GAXIE (Daniel), *Le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978, 269 p.

Daniel GAXIE reprend ici le sujet de sa thèse de doctorat d'Etat en science politique soutenue en 1975 à Paris I.

A partir des résultats d'une enquête par questionnaire, sur les conditions de réception des messages politiques diffusés par les moyens dits de communication de masse, et d'après les principaux travaux entrepris sur ce thème, depuis trente ans, dans les pays occidentaux, l'auteur renouvelle l'analyse sociologique de la politisation ; en analysant les postulats démocratiques sur lesquels se fonde notre système politique et en démontrant que ces postulats reposent sur des données fausses, il jette un éclairage nouveau sur les mécanismes de la démocratie représentative.

Sa démarche est la suivante :

Afin de cerner les différents degrés de politisation, ce terme étant défini comme « l'attention accordée au fonctionnement du champ politique », Daniel GAXIE reprend les données déjà fournies par les chercheurs ayant travaillé sur ces questions mais il les réexamine dans un contexte théorique différent, il en tente une synthèse et il recherche une explication nouvelle intégrant l'ensemble des résultats acquis.

C'est ainsi qu'il privilégie les données concernant l'indifférentisme politique, et qu'il s'intéresse principalement au comportement des « laissés pour compte de l'analyse politique démocratique » classique, s'attachant plus particulièrement aux pourcentages d'abstentionnistes et aux rubriques « sans réponse », généralement négligés par les chercheurs. Dans sa démarche, il met également l'accent sur le rôle de l'école et sur la position occupée par les agents sociaux dans la division du travail, considérée comme le facteur explicatif déterminant.

Une constatation initiale est à l'origine de la réflexion de l'auteur : la théorie de la démocratie représentative repose sur des *a priori* et des présupposés.

En disciple de Pierre BOURDIEU qui expliquait, dans les Temps modernes, en 1973, que « l'opinion publique n'existe pas », Daniel GAXIE démontre que « les électeurs » n'existent pas davantage ; à travers de nombreuses citations, l'auteur met en effet en évidence, que la classe politique, la presse, les instituts de sondages et même les travaux des politicologues accréditent l'idée de l'existence « des électeurs » qui manifesteraient, par leur vote, une prise de décision politique ; mais chacun, en fait, parlant au nom des électeurs paraît plutôt projeter ses propres préoccupations et effectue ainsi, *a posteriori*, un travail d'interprétation des résultats électoraux transformant les décisions des électeurs en opinion politique.

Ce qui veut dire que les hommes politiques, les journalistes, les politicologues et les divers commentateurs des résultats électoraux présupposent tous, sans le démontrer, que les électeurs ont été en mesure, lors de leur vote, de donner des réponses politiques aux questions politiques qu'on leur posait. Ce qui implique, *a priori*, que l'intérêt pour la politique est universellement partagé par des citoyens universellement compétents.

Or Daniel GAXIE entreprend de prouver qu'il n'en est rien ; à partir de données statistiques très sûres, il procède à l'analyse sociologique de la politisation : il démonte les mécanismes réels du choix électoral et étudie les déterminismes de l'âge, du sexe, de la position sociale, du niveau d'instruction, de la situation familiale, etc. qui pèsent sur chaque vote.

Il en arrive à la conclusion qu'un pourcentage considérable d'agents sociaux sont quasiment en permanence exclus du champ politique, et qu'à chaque élection un nombre important d'électeurs se trouvent, de facto, écartés des urnes.

Daniel GAXIE avance alors un certain nombre d'hypothèses :

- le droit de vote, si difficilement conquis dans le passé, est en fait confisqué par les classes dominantes ;
- les élites dirigeantes se sont emparées du droit de suffrage pour justifier un pouvoir qu'elles n'ont jamais cessé d'exercer ;

— le système scolaire est responsable de cette situation dans la mesure où il perpétue les inégalités culturelles.

L'auteur écrit : « les inégalités scolaires fonctionnent comme un cens électoral, comme un cens culturel, d'autant plus efficace qu'il est plus caché ». Ainsi l'électeur, dépourvu de la compétence politique dont le système d'enseignement fournit les instruments, est exclu du champ politique.

Telle est la signification du titre de l'ouvrage : « le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique ».

Avant de développer son argumentation, l'auteur procède à un rapide rappel historique : il énumère les différentes variantes qu'a connues dans le passé, la théorie démocratique ; à la conception antique de la démocratie directe, reprise encore au XVIII^e siècle, a succédé la théorie de la démocratie représentative ; l'élection est conçue alors comme un procédé aristocratique reposant sur l'indépendance des élus et justifié par l'incompétence du peuple. A la fin du XIX^e siècle, l'élection devient, avec l'établissement du suffrage universel, l'instrument de la démocratie. De nos jours, bien que partiellement remise en cause par la théorie élitiste de la démocratie, la théorie classique de la démocratie représentative demeure incontestée : le vote est reconnu comme le moyen de réaliser la démocratie ; « le droit de vote est l'élément essentiel du credo démocratique » écrit l'auteur, alors que le vote serait, en fait, un « élément essentiel du maintien de l'ordre symbolique au profit des catégories dirigeantes ».

Pour mener à bien sa démonstration, l'auteur commence par préciser les notions de « professionnels », de « spectateurs » et « d'indifférents » dans le champ politique. Si un petit nombre d'agents sociaux peuvent être qualifiés de « professionnels de la politique » du fait de leur participation à la lutte pour la conquête du pouvoir d'Etat, les autres agents sociaux sont, au mieux des spectateurs qui s'intéressent de temps à autre à la politique, ou plus généralement des indifférents qui, dépossédés de la maîtrise du langage politique, n'accordent aucune attention aux événements politiques.

Et Daniel GAXIE évalue à 90 % des agents sociaux, en période normale, exclus des activités politiques, quelque soit le pays considéré, quelle que soit la méthode employée pour mesurer le degré de politisation, et quels que soient les indications utilisées.

Ces 90 % comprennent « les spectateurs occasionnels » et les « indifférents » ; le pourcentage de ces derniers qui est habituellement de 50 à 70 % diminue, en période électorale de 25 %. Les chiffres remettent singulièrement en cause l'idéologie de la participation politique.

L'auteur entreprend ensuite de démontrer la relation qui existe entre la politisation et la compétence politique. Le niveau de politisation serait lié à la capacité de se situer soi-même politiquement, et d'une manière générale à la capacité des agents sociaux à « opérer une construction politique de l'espace politique ». Daniel GAXIE reprend ici en partie les idées qu'il avait déjà développées dans son ouvrage sur les « professionnels de la politique » paru en 1973 ; la compétence politique est définie comme l'aptitude à tenir le langage des professionnels de la politique, ces derniers se trouvant dans une situation concurrentielle de lutte pour le pouvoir qui les conduit à occulter les enjeux objectifs de leur lutte et à débattre en apparence de la meilleure façon de gérer le pays.

De plus, les professionnels sont amenés à créer de nouveaux problèmes politiques pour accréditer l'idée qu'ils sont les seuls à pouvoir les résoudre.

Ainsi « la maîtrise du langage des professionnels est à l'origine de l'incompétence relative des non professionnels et tend à les déposséder de leurs possibilités d'interventions dans les activités politiques », écrit l'auteur.

La politisation étant définie par rapport à la compétence politique, Daniel GAXIE se penche sur les conditions sociales de la politisation et étudie successivement l'influence de la classe sociale, du sexe, et de l'âge sur le degré de politisation et l'interaction de ces variables dont les effets sont parfois contradictoires. Il observe que, quels que soient les indicateurs de mesure, l'appartenance de la classe est toujours déterminante : la compétence des groupes sociaux s'accroît avec le niveau de revenu ou le niveau d'instruction ; mais ce facteur déterminant de la classe sociale peut être renforcé ou atténué par l'âge et le sexe. Le niveau de politisation des femmes est plus faible que celui des hommes, mais l'écart entre les niveaux de politisation des sexes est d'autant plus faible que le niveau d'instruction est plus élevé. L'âge est également un facteur qui a des effets propres ; le niveau de politisation est faible chez les jeunes, il est maximum dans les classes d'âge économiquement actives, et il s'affaiblit chez les agents sociaux les plus âgés.

Le faible degré de politisation des classes populaires, des femmes et des jeunes, paraît donc être la conséquence de la position dominée qu'ils occupent dans la division du travail et le niveau d'instruction apparaissant la variable la plus significative, la politisation différentielle des classes sociales se trouve principalement liée aux inégalités culturelles ; « les classes sociales sont inégalement politisées parce qu'elles sont inégalement scolarisées », écrit Daniel GAXIE.

Cette affirmation conduit l'auteur à établir un parallèle entre le politique et le sacré ; reprenant les analyses d'Emile Durkheim sur la religion dans les sociétés australiennes, Daniel GAXIE voit dans la politique, la religion de nos sociétés : « une sorte de religion profane, à la fois légitime et illégitime, objectivement réservée aux titulaires des positions dominantes de la structure sociale qu'elle contribue à justifier ».

Dans cette initiation quasi religieuse au politique, Daniel GAXIE attribue un rôle déterminant au système d'enseignement. Bien que la politique ne soit pas enseignée à l'école (il en est de même de l'art) le système d'enseignement fournit les moyens qui permettent d'acquérir la compétence politique. Et à la lumière des analyses faites par Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON dans « les héritiers », Daniel GAXIE écrit que « seul un enseignement portant... sur les savoirs nécessaires à l'acquisition d'une compétence politique... pourrait compenser le handicap culturel de ceux qui ne peuvent se familiariser avec l'univers politique en dehors de l'école ».

Cet enseignement paraît d'autant plus indispensable à l'auteur que l'étude des substituts de l'action scolaire en matière de politisation lui révèle que l'adhésion aux différents types d'associations dépend des mêmes facteurs que la politisation, mis à part les syndicats. Daniel GAXIE observe, en effet, que la syndicalisation favorise l'acquisition d'une

compétence politique et a un effet de politisation d'autant plus fort que les agents sociaux ont un niveau culturel bas.

Ces constatations faites, l'auteur se demande comment les agents politiquement indifférents vont réagir à l'imposition d'un langage politique qu'ils n'ont pas eu les moyens d'acquérir, et d'une problématique politique dont ils sont objectivement dépossédés. Et Daniel GAXIE constate qu'en fait, ces agents sociaux, s'ils n'ont pas pu retraduire et réinterpréter la question posée soit en ayant recours aux critères moraux en vigueur dans leurs groupes sociaux, soit aux circonstances de leur vie courante, répondent au hasard ou énoncent quelque idée reçue, confortant ainsi les rapports de force déjà existants dans la société. Leurs appréciations sont ponctuelles, donc erratiques, fonction du détail d'une morphologie, d'un jugement moral, ou véhiculant un quelconque stéréotype.

Centrant ensuite son étude sur le comportement électoral, Daniel GAXIE constate que la participation électorale est un cas particulier du processus de politisation, obéissant sensiblement aux mêmes facteurs.

Ainsi le vote dépend de la maîtrise du langage politique, et l'abstentionnisme est le « signe d'un rapport d'exclusion généralisé que certains agents entretiennent avec la politique ».

Les conditions sociales de la participation sont fonction de l'appartenance de classe, de l'âge et du sexe, les inégalités de participation entre hommes et femmes ayant tendance à disparaître plus vite que les inégalités de politisation. Et en matière de participation électorale l'appartenance de classe apparaît également comme la variable fondamentale, son action se cumulant avec l'âge et le sexe chez les classes populaires. Les élections, pense l'auteur, participent donc à la « dépossession politique des groupes déjà défavorisés culturellement ».

Mais si le vote est, comme l'intérêt porté au politique, fonction du niveau culturel des agents sociaux, il est néanmoins très répandu, même parmi les groupes sociaux les moins politisés, car il peut s'analyser comme un acte de conformité sociale symbolisant l'appartenance au groupe. Ainsi l'action du système scolaire serait « contrebalancée par les sollicitations du rituel démocratique ». Mais, en ce qui concerne les votes des agents politiquement indifférents, on retrouve les mêmes réactions erratiques et conformistes que celles vues précédemment ; les choix sont effectués au dernier moment, sans y avoir réfléchi et sont vite oubliés. Et pourtant cet électorat dit « flottant », composé des électeurs les moins politisés, est réputé décider du sort des élections...

Au terme de sa démonstration, selon laquelle les élections seraient un « mécanisme d'occultation du rapport des forces sociales », contribuant à renforcer les rapports de force symbolique et à perpétuer le monopole politique des catégories dominantes, Daniel GAXIE admet, à regret semble-t-il, que les élections sont à considérer néanmoins comme le mode légitime de règlement des antagonismes sociaux » et que même si la partie est inégale, « il ne reste aux forces de transformation sociale qu'à s'en accommoder ».

Et tout en dénonçant en dernière page l'existence même du champ politique qui serait la contribution la plus cachée à la reproduction des classes dominantes, l'auteur admet que « si les conditions actuelles de fonctionnement du champ politique constituent un élément essentiel de

la dissimulation des rapports sociaux, elles en admettent également l'expression ».

Ainsi dans cet ouvrage, Daniel GAXIE a-t-il le mérite d'attirer l'attention des lecteurs sur le pourcentage considérable et incontestable d'agents sociaux indifférents aux phénomènes politiques et en particulier sur le comportement électoral de ces agents. Il analyse également avec beaucoup de pertinence le rôle et la responsabilité des professionnels de la politique. Et son livre révèle toute la contradiction existante entre la théorie démocratique et la réalité.

Mais lorsque Daniel GAXIE dénonce les phénomènes de reproduction des classes dominantes, à travers l'existence même et le fonctionnement du champ politique, il privilégie dans sa démonstration le rôle de l'école ; on peut lui objecter que les élites dirigeantes, certes produites et reproduites par l'école ont néanmoins évolué selon les époques et selon les pays. Existerait-il des générations qui systématiquement s'abstiennent, de père en fils ? Il aurait également été intéressant d'évoquer la promotion sociale qu'implique l'accès au politique d'agents des groupes sociaux culturellement défavorisés qui ne sont pas passés par l'école.

On aurait pu, à ce propos, insister sur le rôle des partis politiques qui assurent, dans certains cas, cette promotion.

En définitive, si le monopole politique des catégories dirigeantes paraît garanti à une époque donnée dans un pays donné, par l'existence même du champ politique et en particulier par le mécanisme des élections qui permet d'occulter le rapport des forces sociales, il n'est pas démontré pour autant que les élections servent inévitablement à perpétuer ce même rapport de forces.